

Gelet op de adviezen van de Raad van State nrs. L44.944/2/V en L44.945/2/V van 12 augustus 2008;

Overwegende dat de activiteit van de protestantse kerkfabriek Malmedy-Sankt Vith, waarvan de hoofdzetel in Malmedy gevestigd is, zich uitstrekt op het grondgebied van de Franstalige gemeenten Malmedy en Waimes, alsook op het grondgebied van de Duitstalige gemeenten Amel, Büllingen, Bütgenbach, Burg-Reuland en Sankt Vith;

Overwegende dat de activiteit van de protestantse kerkfabriek Eupen- Neu-Moresnet, waarvan de hoofdzetel in Eupen gevestigd is, zich uitstrekt op het grondgebied van de Duitstalige gemeenten Eupen, Lontzen, Kelmis en Raeren, alsook op het grondgebied van de Franstalige gemeenten Baelen, Plombières en Welkenraedt;

Overwegende dat die kerkfabrieken daardoor aan een dubbele administratieve voogdij onderworpen zijn en dat zulks vermeden dient te worden;

Overwegende dat de verdeelsleutel voor de financiële tegemoetkomingen van de gemeenten in de lasten van die kerkfabrieken vastgelegd moet worden;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President en in de persoon van de Waalse Minister die voor Binnenlandse Aangelegenheden bevoegd is, en de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, Minister van Plaatselijke Besturen,

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1. De administratieve voogdij over de protestantse kerkfabrieken zoals bepaald bij de wetgeving wordt uitgeoefend naar gelang van de hoofdzetel ervan, hetzij door het Waalse Gewest voor de kerkfabriek Malmedy-Sankt Vith, hetzij door de Duitstalige Gemeenschap voor de kerkfabriek Eupen-Neu-Moresnet.

Art. 2. De verplichte wettelijke uitgaven van de gemeenten ten gunste van de kerkfabrieken worden voor de protestantse kerkfabriek Malmedy-Sankt Vith door de gemeenten Malmedy, Waimes, Amel, Büllingen, Bütgenbach, Burg-Reuland en Sankt Vith en voor de protestantse kerkfabriek Eupen-Neu-Moresnet door de gemeenten Eupen, Lontzen, Kelmis, Raeren, Baelen, Plombières en Welkenraedt ten laste genomen naar verhouding van het aantal gelovigen die op hun grondgebied verblijven, tenzij de betrokken gemeenteraden met eenparigheid van stemmen een andere verdeelsleutel vastleggen.

Dit Samenwerkingsakkoord is in zes originele exemplaren in de Franse taal en in de Duitse taal opgemaakt.

Eupen, 22 januari 2009.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
K.-H. LAMBERTZ

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1837

[2009/202287]

30 AVRIL 2009. — Décret relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et du Code wallon du Logement (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement*

Article 1^{er}. L'intitulé du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement est remplacé par le titre suivant :

« Décret relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public. »

Art. 2. Un chapitre IV^{bis} est inséré dans le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, entre le chapitre IV et le chapitre V, intitulé "Missions de contrôle des réviseurs" et libellé comme suit :

« CHAPITRE IV^{bis}. — *Missions de contrôle des réviseurs*

Art. 20^{bis}. § 1^{er}. Lorsque le décret organique de l'organisme prévoit la désignation d'un ou de plusieurs réviseurs, au sein d'un collège ou non, pour le contrôle des comptes de l'organisme, le ou les réviseurs sont nommés parmi les membres, personnes physiques, personnes morales ou entités quelle que soit leur forme juridique, de l'Institut des réviseurs d'entreprises, pour une durée maximale de trois ans, renouvelable une seule fois de façon successive au niveau d'un même cabinet ou d'un même réseau.

§ 2. Le mandat de réviseur ne peut être attribué à un membre du Parlement wallon ou du Gouvernement wallon, ou à un membre d'un réseau dont fait partie une personne morale ou une entité dans laquelle un membre du Parlement wallon ou du Gouvernement wallon détient un intérêt patrimonial direct ou indirect. Le réviseur d'entreprises qui souhaite soumissionner pour un mandat de contrôle des comptes de l'organisme doit transmettre au moment de sa candidature une déclaration sur l'honneur attestant du respect de cette disposition.

§ 3. Le réviseur qui souhaite soumissionner pour un mandat de contrôle des comptes de l'organisme doit également transmettre au moment de sa candidature un rapport de transparence. Ce rapport est publié sur le site Internet de la Région wallonne dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice comptable.

Ce rapport inclut, dans le chef du réviseur d'entreprises personne physique, les informations suivantes :

a) lorsqu'il appartient à un réseau : une description de ce réseau et des dispositions juridiques et structurelles qui l'organisent;

b) une liste des organismes pour lesquels il a effectué un contrôle légal des comptes au cours de l'exercice écoulé;

c) les dates auxquelles ces informations ont été mises à jour.

Les cabinets de réviseurs confirment les informations suivantes :

a) une description de leur structure juridique et de leur capital ainsi que leur actionnariat. Ils précisent les personnes morales et physiques qui composent cet actionnariat;

b) lorsqu'un cabinet de révision appartient à un réseau : une description de ce réseau et des dispositions juridiques et structurelles qui l'organisent;

c) une description de la structure de gouvernance du cabinet de révision;

d) une liste des organismes pour lesquels le cabinet de révision a effectué un contrôle légal des comptes au cours de l'exercice écoulé;

e) une déclaration concernant les pratiques d'indépendance du cabinet de révision et confirmant qu'une vérification interne du respect de ces exigences d'indépendance a été effectuée. »

CHAPITRE II. — *Modifications du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation*

Art. 3. L'article L1523-24, § 2, alinéa 1^{er}, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation est remplacé par le texte suivant :

« Le ou les réviseurs sont nommés par l'assemblée générale parmi les membres, personnes physiques, personnes morales ou entités quelle que soit leur forme juridique, de l'Institut des Réviseurs d'entreprises, pour une durée maximale de trois ans, renouvelable une seule fois de façon successive au niveau d'un même cabinet ou d'un même réseau. »

Art. 4. L'article L1523-24, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation est complété par un § 3, libellé comme suit :

« § 3. Le réviseur qui souhaite soumissionner pour un mandat de contrôle des comptes d'une intercommunale doit également transmettre au moment de sa candidature un rapport de transparence. Ce rapport est publié sur le site Internet de la Région wallonne dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice comptable.

Ce rapport inclut, dans le chef du réviseur d'entreprises personne physique, les informations suivantes :

a) lorsqu'il appartient à un réseau : une description de ce réseau et des dispositions juridiques et structurelles qui l'organisent;

b) une liste des intercommunales pour lesquelles il a effectué un contrôle légal des comptes au cours de l'exercice écoulé;

c) les dates auxquelles ces informations ont été mises à jour.

Les cabinets de réviseurs confirment les informations suivantes :

a) une description de leur structure juridique et de leur capital ainsi que leur actionnariat. Ils précisent les personnes morales et physiques qui composent cet actionnariat;

b) lorsqu'un cabinet de révision appartient à un réseau : une description de ce réseau et des dispositions juridiques et structurelles qui l'organisent;

c) une description de la structure de gouvernance du cabinet de révision;

d) une liste des intercommunales pour lesquelles le cabinet de révision a effectué un contrôle légal des comptes au cours de l'exercice écoulé;

e) une déclaration concernant les pratiques d'indépendance du cabinet de révision et confirmant qu'une vérification interne du respect de ces exigences d'indépendance a été effectuée. »

Art. 5. L'article L1531-2, § 4, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation est complété par le texte suivant :

« Le mandat de membre du Collège visé à l'article L1523-24 ne peut être attribué à un membre des collèges communaux, provinciaux et du bureau permanent du Conseil de l'action sociale des communes, provinces et centres public d'action sociale associés au sein d'une intercommunale, ni à un membre d'un réseau dont fait partie une personne morale ou une entité dans laquelle un membre des collèges communaux, provinciaux et du bureau permanent du Conseil de l'action sociale associés détient un intérêt patrimonial direct ou indirect. Le réviseur d'entreprises qui souhaite soumissionner pour un mandat de contrôle des comptes de l'intercommunale doit transmettre au moment de sa candidature une déclaration sur l'honneur attestant du respect de cette disposition. »

CHAPITRE III. — *Modifications du Code wallon du Logement*

Art. 6. L'article 152quinquies, alinéa 2, du Code wallon du Logement, est remplacé par le texte suivant :

« Un commissaire-réviseur, chargé du contrôle de la comptabilité et des comptes annuels, est désigné auprès de chaque société par l'assemblée générale parmi les membres, personnes physiques, personnes morales ou entités quelle que soit leur forme juridique, de l'Institut des réviseurs d'entreprises, pour une durée maximale de trois ans, renouvelable une seule fois de façon successive au niveau d'un même cabinet ou d'un même réseau.

Le mandat de réviseur ne peut être attribué à un membre des collèges communaux, provinciaux et du bureau permanent du Conseil de l'action sociale des communes, provinces et centres publics d'action sociale associés au sein de la société de logement de service public, ni à un membre d'un réseau dont fait partie une personne morale ou une entité dans laquelle un membre des collèges communaux, provinciaux et du bureau permanent du Conseil de l'action sociale associés au sein de la société de logement de service public détient un intérêt patrimonial direct ou indirect. Le réviseur d'entreprises qui souhaite soumissionner pour un mandat de contrôle des comptes de la société de logement de service public doit transmettre au moment de sa candidature une déclaration sur l'honneur attestant du respect de cette disposition. »

Art. 7. L'article 152quinquies, du Code wallon du Logement, est complété par un alinéa 3, libellé comme suit :

« Le réviseur qui souhaite soumissionner pour un mandat de contrôle des comptes d'une société doit également transmettre au moment de sa candidature un rapport de transparence.

Ce rapport est publié sur le site internet de la Région wallonne dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice comptable.

Ce rapport inclut, dans le chef du réviseur d'entreprises personne physique, les informations suivantes :

a) lorsqu'il appartient à un réseau : une description de ce réseau et des dispositions juridiques et structurelles qui l'organisent;

b) une liste des sociétés de logement de service public pour lesquelles il a effectué un contrôle légal des comptes au cours de l'exercice écoulé;

c) les dates auxquelles ces informations ont été mises à jour.

Les cabinets de réviseurs confirment les informations suivantes :

a) une description de leur structure juridique et de leur capital ainsi que leur actionnariat. Ils précisent les personnes morales et physiques qui composent cet actionnariat;

b) lorsqu'un cabinet de révision appartient à un réseau : une description de ce réseau et des dispositions juridiques et structurelles qui l'organisent;

c) une description de la structure de gouvernance du cabinet de révision;

d) une liste des sociétés de logement de service public pour lesquelles le cabinet de révision a effectué un contrôle légal des comptes au cours de l'exercice écoulé;

e) une déclaration concernant les pratiques d'indépendance du cabinet de révision et confirmant qu'une vérification interne du respect de ces exigences d'indépendance a été effectuée.

CHAPITRE IV. — *Disposition commune*

Art. 8. § 1^{er}. Il est établi un cadastre de tous les marchés publics, d'une valeur égale ou supérieure à 22.000 euros H.T.V.A., passés entre un réviseur et les pouvoirs adjudicateurs wallons, financés ou contrôlés majoritairement par la Région, les communes ou les provinces, et dont l'objet est une mission décrétable de contrôle des comptes d'un organisme d'intérêt public, d'une intercommunale ou d'une société de logement de service public.

Il est publié sur le site internet de la Région wallonne.

Le Gouvernement établit les modalités de constitution de ce cadastre.

§ 2. Le Gouvernement transmet au Parlement un rapport relatif à ce cadastre pour le 1^{er} septembre au plus tard de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte, en indiquant l'objet du marché public, son montant, le pouvoir adjudicateur concerné et son attributaire. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 589 (2008-2009), n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance publique 30 avril 2009.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1837

[2009/202287]

30. APRIL 2009 — Dekret über die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, der Interkommunalen und der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und über die Stärkung der Transparenz bei der Zuteilung der öffentlichen Aufträge für Revisoren durch einen wallonischen öffentlichen Auftraggeber und zur Änderung von Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare, des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, und des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — Abänderung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare

Artikel 1 - Die Überschrift des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare wird durch folgende Überschrift ersetzt:

«Dekret über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses.»

Art. 2 - Ein wie folgt verfasstes Kapitel IVbis mit der Überschrift "Kontrollaufgaben der Revisoren" wird in das Dekret vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare zwischen Kapitel IV und Kapitel V eingefügt:

«KAPITEL IVbis — Kontrollaufgaben der Revisoren

Art. 20bis - § 1 - Wenn das Grundlagendekret der Einrichtung für die Rechnungslegungsprüfung die Benennung eines oder mehrerer Revisoren, die dem Kollegium angehören oder nicht, vorsieht, werden der oder die Revisoren unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ausgewählt, wobei es sich um natürliche oder juristische Personen oder Körperschaften jeglicher Rechtsform handeln kann, und für eine Höchstdauer von drei Jahren ernannt, die ein einziges Mal aufeinanderfolgend innerhalb einer selben Revisionsgesellschaft oder eines selben Netzes erneuert werden kann.

§ 2 - Das Mandat des Revisors kann nicht einem Mitglied des Wallonischen Parlaments oder der Wallonischen Regierung, oder einem Mitglied des Netzes, dem eine juristische Person oder eine Körperschaft angehört, in der ein Mitglied des Wallonischen Parlaments oder der Wallonischen Regierung ein direktes oder indirektes Vermögensinteresse hat, erteilt werden. Der Betriebsrevisor, der sich um ein Mandat zur Prüfung der Rechnungen der Einrichtung bewerben möchte, muss zum Zeitpunkt seiner Bewerbung eine ehrenwörtliche Erklärung einreichen, in der er die Einhaltung dieser Bestimmung bestätigt.

§ 3 - Der Revisor, der sich um ein Mandat zur Prüfung der Rechnungen der Einrichtung bewerben möchte, muss zum Zeitpunkt seiner Bewerbung ebenfalls einen Bericht über die Transparenz einreichen. Dieser Bericht wird binnen drei Monaten nach dem Ende jedes Rechnungsjahres auf der Webseite der Wallonischen Region veröffentlicht.

Für einen Betriebsrevisor, der eine natürliche Person ist, enthält dieser Bericht die folgenden Informationen:

- a) wenn er einem Netz angehört: eine Beschreibung dieses Netzes und der rechtlichen und strukturellen Bestimmungen, die dieses Netz organisieren,
- b) eine Liste der Einrichtungen, für die er während des abgelaufenen Geschäftsjahres eine gesetzliche Prüfung der Rechnungen vorgenommen hat,
- c) die Daten, an welchen diese Informationen aktualisiert worden sind.

Die Revisionsgesellschaften bestätigen die folgenden Informationen:

- a) eine Beschreibung ihrer rechtlichen Struktur und ihres Kapitals sowie der Aktionärsstruktur. Die juristischen und natürlichen Personen, die diese Aktionärsstruktur ausmachen, werden genau angegeben,
- b) wenn eine Revisionsgesellschaft einem Netz angehört: eine Beschreibung dieses Netzes und der rechtlichen und strukturellen Bestimmungen, die dieses Netz organisieren,
- c) eine Beschreibung der Führungsstruktur der Revisionsgesellschaft,
- d) eine Liste der Einrichtungen, für die die Revisionsgesellschaft während des abgelaufenen Geschäftsjahres eine gesetzliche Prüfung der Rechnungen vorgenommen hat,
- e) eine Erklärung über die Art und Weise, wie die Revisionsgesellschaft ihre Unabhängigkeit gewährleistet, in der bestätigt wird, dass eine interne Prüfung über die Einhaltung dieser Unabhängigkeitsanforderungen stattgefunden hat.»

KAPITEL II — Änderungen im Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung

Art. 3 - Artikel L1523-24 § 2 Absatz 1 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Der oder die Revisoren werden von der Generalversammlung unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ausgewählt, wobei es sich um natürliche oder juristische Personen oder Körperschaften jeglicher Rechtsform handeln kann, und für eine Höchstdauer von drei Jahren ernannt, die ein einziges Mal aufeinanderfolgend innerhalb einer selben Revisionsgesellschaft oder eines selben Netzes erneuert werden kann.»

Art. 4 - Artikel L1523-24 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung wird durch einen § 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 3 - Der Revisor, der sich um ein Mandat zur Prüfung der Rechnungen einer Interkommunalen bewerben möchte, muss zum Zeitpunkt seiner Bewerbung ebenfalls einen Bericht über die Transparenz einreichen. Dieser Bericht wird binnen drei Monaten nach dem Ende jedes Rechnungsjahres auf der Webseite der Wallonischen Region veröffentlicht.

Für einen Betriebsrevisor, der eine natürliche Person ist, enthält dieser Bericht die folgenden Informationen:

- a) wenn er einem Netz angehört: eine Beschreibung dieses Netzes und der rechtlichen und strukturellen Bestimmungen, die dieses Netz organisieren,
- b) eine Liste der Interkommunalen, für die er während des abgelaufenen Geschäftsjahres eine gesetzliche Prüfung der Rechnungen vorgenommen hat,
- c) die Daten, an welchen diese Informationen aktualisiert worden sind.

Die Revisionsgesellschaften bestätigen die folgenden Informationen:

- a) eine Beschreibung ihrer rechtlichen Struktur und ihres Kapitals sowie der Aktionärsstruktur. Die juristischen und natürlichen Personen, die diese Aktionärsstruktur ausmachen, werden genau angegeben,
- b) wenn eine Revisionsgesellschaft einem Netz angehört: eine Beschreibung dieses Netzes und der rechtlichen und strukturellen Bestimmungen, die dieses Netz organisieren,
- c) eine Beschreibung der Führungsstruktur der Revisionsgesellschaft,
- d) eine Liste der Interkommunalen, für die die Revisionsgesellschaft während des abgelaufenen Geschäftsjahres eine gesetzliche Prüfung der Rechnungen vorgenommen hat,
- e) eine Erklärung über die Art und Weise, wie die Revisionsgesellschaft ihre Unabhängigkeit gewährleistet, in der bestätigt wird, dass eine interne Prüfung über die Einhaltung dieser Unabhängigkeitsanforderungen stattgefunden hat.»

Art. 5 - Artikel L1531-2 § 4 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung wird durch folgenden Wortlaut ergänzt:

«Das in Artikel L1523-24 genannte Mandat als Mitglied des Kollegiums kann nicht einem Mitglied der Gemeinde- oder Provinzkollegien oder des ständigen Büros des Sozialhilferats der Gemeinden, Provinzen und öffentlichen Sozialhilfezentren, die innerhalb einer Interkommunalen assoziiert sind, noch einem Mitglied eines Netzes, dem eine juristische Person oder eine Körperschaft angehört, in der ein Mitglied der assoziierten Gemeinde- oder Provinzkollegien, oder des ständigen Büros des Sozialhilferats, ein Vermögensinteresse hat, erteilt werden. Der Betriebsrevisor, der sich um ein Mandat zur Prüfung der Rechnungen der Interkommunalen bewerben möchte, muss zum Zeitpunkt seiner Bewerbung eine ehrenwörtliche Erklärung einreichen, in der er die Einhaltung dieser Bestimmung bestätigt.»

KAPITEL III — Änderungen im Wallonischen Wohnungsgesetzbuch

Art. 6 - Artikel 152quinquies, Absatz 2 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Ein Kommissar-Revisor, der mit der Prüfung der Rechnungsführung und des Jahresabschlusses beauftragt ist, wird bei jeder Gesellschaft von der Generalversammlung unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ausgewählt, wobei es sich um natürliche oder juristische Personen oder Körperschaften jeglicher Rechtsform handeln kann, und für eine Höchstdauer von drei Jahren ernannt, die ein einziges Mal aufeinanderfolgend innerhalb einer selben Revisionsgesellschaft oder eines selben Netzes erneuert werden kann.

Das Mandat als Revisor kann nicht einem Mitglied der Gemeinde- oder Provinzkollegien oder des ständigen Büros des Sozialhilferats der Gemeinden, Provinzen und öffentlichen Sozialhilfezentren, die innerhalb der öffentlichen Wohnungsbaugesellschaft assoziiert sind, noch einem Mitglied eines Netzes, dem eine juristische Person oder eine Körperschaft angehört, in der ein Mitglied der innerhalb der öffentlichen Wohnungsbaugesellschaft assoziierten Gemeinde- oder Provinzkollegien, oder des ständigen Büros des Sozialhilferats, ein Vermögensinteresse hat, erteilt werden. Der Betriebsrevisor, der sich um ein Mandat zur Prüfung der Rechnungen der Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes bewerben möchte, muss zum Zeitpunkt seiner Bewerbung eine ehrenwörtliche Erklärung einreichen, in der er die Einhaltung dieser Bestimmung bestätigt.»

Art. 7 - Artikel 153quinquies des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches wird durch einen Absatz 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Der Revisor, der sich um ein Mandat zur Prüfung der Rechnungen einer Gesellschaft bewerben möchte, muss zum Zeitpunkt seiner Bewerbung ebenfalls einen Bericht über die Transparenz einreichen.

Dieser Bericht wird binnen drei Monaten nach dem Ende eines jeden Rechnungsjahres auf der Webseite der Wallonischen Region veröffentlicht.

Für einen Betriebsrevisor, der eine natürliche Person ist, enthält dieser Bericht die folgenden Informationen:

- a) wenn er einem Netz angehört: eine Beschreibung dieses Netzes und der rechtlichen und strukturellen Bestimmungen, die dieses Netz organisieren,
- b) eine Liste der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, für die er während des abgelaufenen Geschäftsjahres eine gesetzliche Prüfung der Rechnungen vorgenommen hat,
- c) die Daten, an welchen diese Informationen aktualisiert worden sind.

Die Revisionsgesellschaften, denen die Revisoren angehören, bestätigen die folgenden Informationen:

- a) eine Beschreibung ihrer rechtlichen Struktur und ihres Kapitals sowie der Aktionärsstruktur. Die juristischen und natürlichen Personen, die diese Aktionärsstruktur ausmachen, werden genau angegeben,
- b) wenn eine Revisionsgesellschaft einem Netz angehört: eine Beschreibung dieses Netzes und der rechtlichen und strukturellen Bestimmungen, die dieses Netz organisieren,
- c) eine Beschreibung der Führungsstruktur der Revisionsgesellschaft,
- d) eine Liste der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, für die die Revisionsgesellschaft während des abgelaufenen Geschäftsjahres eine gesetzliche Prüfung der Rechnungen vorgenommen hat,
- e) eine Erklärung über die Art und Weise, wie die Revisionsgesellschaft ihre Unabhängigkeit gewährleistet, in der bestätigt wird, dass eine interne Prüfung über die Einhaltung dieser Unabhängigkeitsanforderungen stattgefunden hat.»

KAPITEL IV — Gemeinsame Bestimmung

Art. 8 - § 1 - Ein Kataster aller öffentlichen Aufträge mit einem Wert ab 22.000 Euro außer MwSt, die zwischen einem Revisor und den wallonischen öffentlichen Auftraggebern abgeschlossen worden sind, die mehrheitlich von der Region, den Gemeinden oder den Provinzen kontrolliert werden, und deren Gesellschaftszweck in einer durch ein Dekret auferlegten Aufgabe zur Kontrolle der Rechnungen einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer Interkommunalen, oder einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes besteht, wird erstellt.

Dieses Kataster wird auf der Webseite der Wallonischen Region veröffentlicht.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Erstellung dieses Katasters fest.

§ 2 - Die Regierung übermittelt dem Parlament einen Bericht betreffend diesen Kataster für spätestens den 1. September des Jahres, nach demjenigen, auf das er sich bezieht, wobei sie den Gegenstand des öffentlichen Auftrags, seinen Betrag, den betroffenen öffentlichen Auftraggeber und den Auftragnehmer angibt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 30. April 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2008-2009*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 589 (2008-2009), Nrn 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 30. April 2009

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1837

[2009/202287]

30 APRIL 2009. — **Decreet betreffende de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen alsook de versterking van de transparantie bij de toekenning van overheidsopdrachten van revisoren door een Waalse aanbestedende overheid en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de regeringscommissaris, het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en Decentralisatie en van de Waalse Huisvestingscode (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging in het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen*

Artikel 1. Het opschrift van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen wordt vervangen als volgt :

« Decreet betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut ».

Art. 2. In het decreet van 12 februari 2004 betreffende de regeringscommissaris voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet wordt tussen hoofdstuk IV en hoofdstuk V een hoofdstuk *IVbis* ingevoegd, met het opschrift "Controleopdrachten van de revisoren" en luidend als volgt :

« HOOFDSTUK *IVbis*. — *Controleopdrachten van de revisoren*

Art. 20bis. § 1. Wanneer het decreet houdende organisatie van de instelling voorziet in de aanwijzing van één of meer revisoren, al dan niet binnen een college, voor de controle op de rekeningen van de instelling, wordt (worden) de revisor(en) onder de leden, natuurlijke personen, rechtspersonen of entiteiten, ongeacht de rechtsvorm ervan, van het Instituut der Bedrijfsrevisoren benoemd voor een maximumduur van drie jaar die één keer op achtereenvolgende wijze verlengd kan worden op het niveau van éénzelfde kabinet of van éénzelfde netwerk.

§ 2. Het mandaat van revisor mag niet toegekend worden aan een lid van het Waals Parlement of van de Waalse Regering, noch aan een lid van een netwerk met een rechtspersoon of een entiteit waarin een lid van het Waals Parlement of van de Waalse Regering rechtstreeks of onrechtstreeks een vermogensbelang heeft. De bedrijfsrevisor die wenst in te schrijven voor een mandaat om controle te voeren op de rekeningen van de instelling maakt bij de indiening van zijn kandidatuur een verklaring op erewoord over waaruit blijkt dat hij aan deze bepaling voldoet.

§ 3. De revisor die wenst in te schrijven voor een mandaat om controle te voeren op de rekeningen van de instelling legt bij de indiening van zijn kandidatuur een transparantierapport over. Dat rapport wordt binnen drie maanden na afloop van elk boekjaar bekendgemaakt op de Internetsite van het Waalse Gewest.

Dat rapport bevat de volgende gegevens over de bedrijfsrevisor natuurlijke persoon :

- a) wanneer hij deel uitmaakt van een netwerk : een omschrijving van dat netwerk en de juridische en structurele bepalingen die het organiseren;
- b) een lijst van de instellingen op de rekeningen waarvan hij een wettelijke controle gevoerd heeft in de loop van het afgelopen boekjaar;
- c) de data waarop die gegevens bijgewerkt werden.

De kabinetten van revisoren bevestigen de volgende gegevens :

- a) een omschrijving van hun juridische structuur en van hun kapitaal, alsook hun aandeelhouderschap. Ze vermelden de natuurlijke en rechtspersonen waaruit dat aandeelhouderschap bestaat;
- b) wanneer een kabinet van revisoren deel uitmaakt van een netwerk : een omschrijving van dat netwerk en de juridische en structurele bepalingen die het organiseren;
- c) een omschrijving van de managementstructuur van het kabinet van revisoren;
- d) een lijst van de instellingen op de rekeningen waarvan het kabinet van revisoren een wettelijke controle gevoerd heeft in de loop van het afgelopen boekjaar;
- e) een verklaring betreffende de zelfstandigheidspraktijken van het kabinet van revisoren waaruit blijkt dat intern werd nagegaan of die zelfstandigheidsvereisten nageleefd werden. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het Wetboek van de plaatselijke Democratie en Decentralisatie*

Art. 3. Artikel L1523-24, § 2, eerste lid, van het Wetboek van de plaatselijke Democratie en de Decentralisatie wordt vervangen door volgende tekst :

« De revisor(en) wordt (worden) door de algemene vergadering benoemd onder de leden, natuurlijke of rechtspersonen of entiteiten, ongeacht de rechtsvorm ervan, van het Instituut der Bedrijfsrevisoren voor een maximumduur van drie jaar die één keer op achtereenvolgende wijze verlengd kan worden op het niveau van hetzelfde kabinet of van hetzelfde netwerk. »

Art. 4. Artikel L1523-24 van het Wetboek van de plaatselijke Democratie en de Decentralisatie wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

« § 3. De revisor die wenst in te schrijven voor een mandaat om controle te voeren op de rekeningen van een intercommunale legt bij de indiening van zijn kandidatuur een transparantierapport over. Dat rapport wordt binnen drie maanden na afloop van elk boekjaar bekendgemaakt op de Internetsite van het Waalse Gewest.

Dat rapport bevat de volgende gegevens over de bedrijfsrevisor natuurlijke persoon :

- a) wanneer hij deel uitmaakt van een netwerk : een omschrijving van dat netwerk en de juridische en structurele bepalingen die het organiseren;
- b) een lijst van de intercommunales op de rekeningen waarvan hij een wettelijke controle gevoerd heeft in de loop van het afgelopen boekjaar;
- c) de data waarop die gegevens bijgewerkt werden.

De kabinetten van revisoren bevestigen de volgende gegevens :

- a) een omschrijving van hun juridische structuur en van hun kapitaal, alsook hun aandeelhouderschap. Ze vermelden de natuurlijke en rechtspersonen waaruit dat aandeelhouderschap bestaat;
- b) wanneer een kabinet van revisoren deel uitmaakt van een netwerk : een omschrijving van dat netwerk en de juridische en structurele bepalingen die het organiseren;
- c) een omschrijving van de managementstructuur van het kabinet van revisoren;
- b) een lijst van de intercommunales op de rekeningen waarvan hij een wettelijke controle gevoerd heeft in de loop van het afgelopen boekjaar;
- e) een verklaring betreffende de zelfstandigheidspraktijken van het kabinet van revisoren waaruit blijkt dat intern werd nagegaan of die zelfstandigheidsvereisten nageleefd werden. »

Art. 5. Artikel L1531-2, § 4, van het Wetboek van de plaatselijke Democratie en de Decentralisatie wordt aangevuld als volgt :

« Het mandaat van lid van het college bedoeld in artikel L1523-24 kan niet worden toevertrouwd aan een lid van de gemeente- en provincieraden en van het vast bureau van de raad voor maatschappelijk welzijn van de gemeenten, provincies en openbare centra voor maatschappelijk welzijn die binnen een intercommunale aangesloten zijn, noch aan een lid van een netwerk waarvan een rechtspersoon of een entiteit waarin één lid van de aangesloten gemeente- en provincieraden en van het vast bureau van de raad voor maatschappelijk welzijn rechtstreeks of onrechtstreeks een vermogensbelang heeft. De bedrijfsrevisor die wenst in te schrijven voor een mandaat om controle te voeren op de rekeningen van de intercommunale maakt bij de indiening van zijn kandidatuur een verklaring op erewoord over waaruit blijkt dat hij aan deze bepaling voldoet. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in de Waalse Huisvestingscode*

Art. 6. Artikel 152quinquies, tweede lid, van de Waalse Huisvestingscode, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Een commissaris-revisor, belast met de controle op de boekhouding en op de jaarrekeningen, wordt bij elke maatschappij door de algemene vergadering aangewezen onder de leden, natuurlijke personen, rechtspersonen of entiteiten, ongeacht de rechtsvorm ervan, van het Instituut der Bedrijfsrevisoren voor een maximumduur van drie jaar die één keer op achtereenvolgende wijze verlengd kan worden op het niveau van hetzelfde kabinet of van hetzelfde netwerk.

Het mandaat van revisor kan niet worden toevertrouwd aan een lid van de gemeente- en provincieraden en van het vast bureau van de raad voor maatschappelijk welzijn van de gemeenten, provincies en openbare centra voor maatschappelijk welzijn die binnen de openbare huisvestingsmaatschappij aangesloten zijn, noch aan een lid van een netwerk waarvan een rechtspersoon of een entiteit waarin één lid van de gemeente- en provincieraden en van het vast bureau van de raad voor maatschappelijk welzijn die binnen de openbare huisvestingsmaatschappij aangesloten zijn,

rechtstreeks of onrechtstreeks een vermogensbelang heeft. De bedrijfsrevisor die wenst in te schrijven voor een mandaat om controle te voeren op de rekeningen van de openbare huisvestingsmaatschappij maakt bij de indiening van zijn kandidatuur een verklaring op erewoord over waaruit blijkt dat hij aan deze bepaling voldoet. »

Art. 7. Artikel 152*quinquies*, van de Waalse Huisvestingscode, wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« De revisor die wenst in te schrijven voor een mandaat om controle te voeren op de rekeningen van een maatschappij legt bij de indiening van zijn kandidatuur een transparantierapport over.

Dat rapport wordt binnen drie maanden na afloop van elk boekjaar bekendgemaakt op de internetsite van het Waalse Gewest.

Dat rapport bevat de volgende gegevens over de bedrijfsrevisor natuurlijke persoon :

a) wanneer hij deel uitmaakt van een netwerk : een omschrijving van dat netwerk en de juridische en structurele bepalingen die het organiseren;

b) een lijst van de openbare huisvestingsmaatschappijen op de rekeningen waarvan hij een wettelijke controle gevoerd heeft in de loop van het afgelopen boekjaar;

c) de data waarop die gegevens bijgewerkt werden;

De kabinetten van revisoren bevestigen de volgende gegevens :

a) een omschrijving van hun juridische structuur en van hun kapitaal, alsook hun aandeelhouderschap. Ze vermelden de natuurlijke en rechtspersonen waaruit dat aandeelhouderschap bestaat;

a) wanneer een kabinet van revisoren deel uitmaakt van een netwerk : een omschrijving van dat netwerk en de juridische en structurele bepalingen die het organiseren;

c) een omschrijving van de managementstructuur van het kabinet van revisoren;

b) een lijst van de openbare huisvestingsmaatschappijen op de rekeningen waarvan het kabinet van revisoren een wettelijke controle gevoerd heeft in de loop van het afgelopen boekjaar;

e) een verklaring betreffende de zelfstandigheidspraktijken van het kabinet van revisoren waaruit blijkt dat intern werd nagegaan of die zelfstandigheidsvereisten nageleefd werden.

HOOFDSTUK IV. — *Gemeenschappelijke bepaling*

Art. 8. § 1. Er wordt een kadaster opgemaakt van alle overheidsopdrachten van 22.000 euro of meer, excl. BTW, gegund tussen een revisor en de Waalse aanbestedende overheden, gefinancierd of voor de meerderheid gecontroleerd door het Gewest, de gemeenten of de provincies, en met als doel een decretale opdracht tot controle op de rekeningen van een instelling van openbaar nut, een intercommunale of een openbare huisvestingsmaatschappij.

Het wordt bekendgemaakt op de internetsite van het Waalse Gewest.

Dat kadaster wordt opgemaakt volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

§ 2. De Regering bezorgt het Parlement uiterlijk 1 september van het jaar na het jaar waarop het betrekking heeft een rapport over dat kadaster, met het voorwerp van de overheidsopdracht, het bedrag ervan, de betrokken aanbestedende overheid en de begunstigde. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, op 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement 589 (2008-2009), nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2009.

Bespreking - Stemmingen.eb